

Michel RICHARD

Géomètre-Expert Honoraire - Ingénieur Européen
Expert près la Cour d'Appel d'Aix
Commissaire Enquêteur

Tél. :
Mail : :

Mallemort, le 9 Mars 2021

**PROCES-VERBAL DE SYNTHESE DES OBSERVATIONS CONCERNANT
L'ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE A LA DEMANDE D'AUTORISATION
ENVIRONNEMENTALE FORMULEE PAR LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE EN
VUE DE PROCEDER A LA PROLONGATION DE L'EXPLOITATION PAR L'AMENAGEMENT
D'UN NOUVEAU CASIER DE L'INSTALLATION DE STOCKAGE DE DECHETS DE L'ARBOIS
SITUEE SUR LA COMMUNE D'AIX EN PROVENCE**

Le présent document comporte deux parties :

- Des statistiques sur d'une part les permanences en Mairie et d'autre part les registres d'enquêtes déposés dans chacune des quatre Mairies concernées pendant toute la durée de l'enquête, lesquels ne comportent aucune observation et aucune pièce annexée
- D'autre part, une copie des contributions déposées sur le registre numérique de l'enquête publique

Concernant le premier document il convient de préciser que le registre numérique ne permet pas de connaître l'identité des visiteurs et surtout leur nombre et le nombre d'intervenants différents dans les téléchargements ou les visualisations.



STATISTIQUES SUR LES PERMANENCES ET LA SITUATION DES REGISTRES A LA DATE DE LA DERNIERE PERMANENCE EN MAIRIE

Commune	Date	Nombre de visites	Nombre d'observations lors de la permanence	Nombre total d'observations sur le registre à la fin de l'Enquête
AIX	31/01	0	0	
CABRIES	01/02	0	0	0
AIX	09/02	0	0	
RÔGNAC	10/02	0	0	0
AIX	23/02	0	0	
VITROLLES	02/03	1	0	0
AIX	03/03	0	0	0

STATISTIQUES DU REGISTRE NUMERIQUE

DATE	Visiteurs	Téléchargements	Visualisations	Contributions
31/01	3	9	1	0
01/02	8	32	48	1
02/02	7	58	30	0
03/02	0	0	0	0
04/02	9	0	0	0
05/02	1	0	0	0
06/02	7	0	0	1
07/02	4	30	0	0
08/02	6	1	34	0
09/02	1	21	29	0
10/02	2	0	0	0
11/02	1	0	0	0
12/02	1	36	10	0
13/02	1	0	2	0
14/02	1	0	3	0
15/02	7	2	19	0
16/02	0	0	4	0
17/02	1	1	6	0
18/02	2	29	31	0
19/02	1	5	18	0
20/02	4	2	14	0
21/02	3	4	6	0
22/02	3	3	4	0
23/02	3	1	7	0
24/02	7	30	34	0
25/02	3	28	35	0
26/02	2	9	4	0
27/02	1	1	1	0
28/02	1	30	30	0
01/03	5	18	9	0
02/03	2	2	2	1
03/03	3	6	3	3
TOTAUX	100	358	384	6

@1 - Marais Jocelyne

Anonymat : oui

Organisme : Particulier

Date de dépôt : Le 01/02/2022 à 17h16

Lieu de dépôt : Sur le registre électronique

Etat : Observation non publiée

Objet : Avis favorable

Contribution : Le projet permet à la métropole et en particulier au comité territorial du pays d'Aix de pouvoir bénéficier d'une solution pérenne pour la gestion de ses déchets ultimes. En parallèle ce comité territorial met en place d'une politique permettant la diminution de production de ce type de déchets comme par exemple la mise en œuvre des extensions de consignes de tri (juillet 2021) et j'espère bien d'autres projets à venir sur notamment la valorisation de la partie fermentescible des ordures ménagères. Un avis donc très favorable à ce projet.

Pièce jointes : Il n'y a pas de pièce jointe à cette contribution.

Ville : Aix-en-Provence

Adresse email : [redacted] (Non validée)

Adresse Ip : [redacted]

@2 - Laffin Sylvie

Anonymat : non

Date de dépôt : Le 06/02/2022 à 11h06

Lieu de dépôt : Sur le registre électronique

Etat : Observation non publiée

Objet : Extension decharge vitrolles B4

Contribution : Respectez ce qu'il reste du plateau!! Faire une montagne de déchets au dessus de Vitrolles et de l'étang de berre!! C'est ça votre gestion de l'environnement ?? Et les odeurs pour les personnes habitants les Pinchinades??? On sacrifie ces gens? On met à la poubelle leur droit à respirer un air qui ne pue pas?? Mais de quel droit ??

Pièce jointes : Il n'y a pas de pièce jointe à cette contribution.

Adresse email : [REDACTED] (Non validée)

Adresse Ip : [REDACTED]

@3 - colard francoise

Anonymat : non

Organisme : Pays d'Aix Ecologie

Date de dépôt : Le 02/03/2022 à 08h40

Lieu de dépôt : Sur le registre électronique

Etat : Observation publiée

Objet : EXTENSION DE L'ISDND DE L'ARBOIS avis de l'association Pays d'Aix Ecologie membre de France Nature Environnement des Bouches du Rhône

Contribution : Pour association, le CA CONTRIBUTION ENQUÊTE PUBLIQUE : POURSUITE D'EXPLOITATION DE L'Arbois et extension par la Métropole Avis favorable avec recommandations : Le site de l'ICPE arrive à saturation, pour pérenniser les limites du site actuel un effort considérable et immédiat est indispensable. En exploitation depuis 2006, en 2014 le bassin B3 a été rehaussé. La poursuite de l'exploitation du casier B3 en mode « bioréacteur » jusqu'en 2023 a été décidée en 2014 avec la mise en place d'une rehausse de digue, portant la capacité totale du casier à 2 620 000 m3. Il faut maintenant anticiper sa saturation et sa couverture. Créer un nouveau bassin pour enfouir les déchets résiduels, ultimes, non dangereux de près de 400 000 habitants. La création du bassin B4 en rehausse du B2 est l'objet principal de l'enquête publique. Un bassin de rétention d'eau est également prévu hors limite actuelles pour la gestion des eaux pluviales. De très bonnes intentions mais qui doivent se concrétiser très rapidement sur le terrain, avec: La non aggravation et la résolution des problèmes (techniques) existants concernant toutes les sources de pollutions. Des dysfonctionnements de fonctionnement des moteurs et une pollution de l'eau pérenne bien que ciblée provenant de l'ancienne décharge et aussi de problèmes liés à l'étanchéité des bassins) sont constatés à chaque CSS (Commission de suivi de site). Les compétences et responsabilités de chacun des intervenants sont peut être « encore à clarifier » pour plus de réactivité (Collectivité, usine...). La nature Karstique du massif rend toute infiltration particulièrement préoccupante sur la qualité de l'eau souterraine et des résurgences. Avec le constat que : La recharge naturelle de l'aquifère du Réaltor est liée à l'infiltration efficace des eaux de surfaces (précipitations) - voire à du drainage. Que l'eau circule dans un milieu en cours de karstification. Il est important d'avoir à l'esprit que les sécheresses récurrentes, dues au changement climatique rendent la surveillance des pollutions dues aux écoulements plus compliquée (piézomètres à sec) L'évaluation de la politique volontaire mise en place nécessitera des suivis et contrôles réguliers sur ce qui est réalisé est indispensable pour répondre aux objectifs du SRADDET. Une dégressivité progressive des capacités de stockage a été planifiée dans le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) tout en disposant d'un maillage équilibré des installations assurant l'application des principes de proximité et d'autosuffisance aux 4 bassins de vie, limitant les transports et intégrant une logique de solidarité régionale. D'après le SRADDET, cette logique de proximité et d'autosuffisance impose le maintien de 7 à 9 ISDND à l'échelle du bassin provençal, et un besoin minimal en termes de stockage estimé à 430 000 t/an en 2025. L'enfouissement sur le bassin provençal est assuré par 7 ISDND, 5 dans les Bouches-du-Rhône et 2 dans le Var (capacités

de stockage présumées connues à ce jour) En 2025, la capacité totale du bassin provençal pourrait être en-deçà du besoin minimal en termes de stockage identifié par le SRADDET (430 000 t/an en 2025) et pourrait ainsi conduire à la saturation prématurée d'autres ISDND du territoire. Le territoire du Pays d'Aix pour répondre aux objectifs nationaux qui fixent une diminution de 50% des quantités déchets stockés à l'horizon 2025 Et aux objectifs du SRADDET prévoit : Le projet d'extension de l'ISDnD de l'Arbois a été calibré sur un tonnage annuel de 100 000 t/an, soit une réduction de 45% de la capacité actuellement autorisée (180 000 t/an). Cette réduction de capacité doit évidemment s'accompagner des actions définies dans le Schéma Métropolitain et visant à réduire la production de déchets à la source, augmenter le tri et le recyclage des collectes sélectives, valoriser localement les biodéchets, limiter les apports des professionnels. A compter de 2025, l'ISDnD stoppera la réception de Déchets d'Activité Economique actuellement de 40 000 tonnes prévisionnelles en 2022. Le 31 juillet 2038 (dans 16 ans) la capacité de stockage globale sera de l'ordre de 1,45 Mm3 Le tri des OM constituera un fort gisement pour la diminution des volumes enfouis à l'Arbois. Environ 70% des déchets entrants pourraient être triés. Il faut donner envie de trier, le geste de tri doit être facilité partout. Pour cela il serait important de multiplier les points d'apports volontaires, en particulier dans les centres villes où ils sont souvent inexistantes (A Aix, lors de la requalification des 3 places on peut regretter que les points d'apport volontaires n'aient pas été souhaités alors que cette place 3 fois par semaine accueille un grand marché, de même pour la place des cardeurs où seuls sont prévus les apports des commerces...). Nous rappelons que l'enfouissement comme l'incinération sont de mauvaises solutions et que l'accent et les moyens doivent être mis de manière conséquente par les collectivités et les professionnels sur la prévention à la source des déchets pour l'atteinte des objectifs du SRADDET. Dans les proportions qui sont celles mesurées et anticipées sur le bassin vie provençale (plus d'un demi-million de tonnes par an) cela traduit un échec et un retard généralisé de la mise en place d'une économie circulaire, performante et sobre souhaitée depuis maintenant plusieurs décennies. L'échec est avant tout au niveau des mesures de prévention à la source, de la production de déchet, dans une moindre mesure il est également au niveau de l'écoconception, la qualité du tri-sélectif à la source et de la mise en place de filières de recyclage. Nous pensons que l'action de trier tous les emballages dans la poubelle jaune, depuis juillet 2021 dans les 36 communes, est une très bonne mesure qui facilite le geste de tri. La compétence et la gestion actuelle du site est assurée par la Métropole Aix Marseille Provence Métropole, l'avenir des territoires au sein de la Métropole est incertain avec la suppression au 1 juillet 2022 des Conseils de Territoire. Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence, exerce actuellement la compétence de gestion des déchets ménagers et assimilés (DMA) déléguée par le conseil de la Métropole. En ce qui concerne le principe de proximité et les conditions de solidarité régionale dans l'arrêté d'autorisation que prendra l'Etat il est important que la limitation de ce principe à des événements non prévisibles, qui n'auraient pu être ni anticipés ni évités, tels que des événements climatiques majeurs soit respecté. Le caractère limité dans le temps des transferts Inter-bassins doit être démontré. Le maintient

nécessaire information et transparence avec la société civile les Commissions de Suivi de Site. Situé sur le Massif de l'Arbois (PIG et classé, ZPS directive oiseaux ZPS), l'ISDnD est pourtant situé dans une réserve hors secteur protégé. Une protection accrue et effective du plateau de l'Arbois et des alentours du site en particulier en ce qui concerne le dépôt de déchets « sauvages » est indispensable. Le Pouvoir de police et contrôle du vandalisme et dépôt de déchets sauvages à proximité de l'ISDnD sur le plateau de l'Arbois doit être exercé concrètement. On ne voit pas actuellement de diminution des dépôts malgré les promesses faites, bien au contraire. Avec : -La protection de la ressource en eau du bassin du Réaltor, -La protection au titre des sites et paysages par le classement du massif dans sa globalité. Lors des travaux hors site pour la réalisation du traitement des eaux pluviales, si le démontage de la structure anti-envols est nécessaire pour permettre le démarrage des terrassements, un soin particulier devra être apporté à la protection de l'environnement.

Pièce(s) jointe(s) :

@4 - WARROT Michel

Anonymat : oui

Date de dépôt : Le 03/03/2022 à 11h48

Lieu de dépôt : Sur le registre électronique

Etat : Observation publiée

Objet : Amélioration de la méthanisation concomittante à l'extension du stockage

Contribution : Il semble que l'extension du stockage SEULE soit soumise à l'Enquête. Or les aspects simultanés collecte-traitement me semblent importants à prendre en compte, car ils devraient permettre de réduire les besoins en volume à stocker et donc les 17ha envisagés. Sans un cahier de charge des besoins fourni au citoyen et joint à l'enquête, le citoyen ne peut savoir si la solution proposée à l'enquête satisfait aux besoins. Par exemple, la société BIO TANK propose des moyens de collecte qui permettent une amélioration de l'ensemble collecte-stockage-méthanisation. Le maître d'ouvrage a-t-il eu, à l'occasion de cette enquête, le souci d'une vue non limitée au SEUL problème du stockage mais à l'ENSEMBLE de la chaîne des déchets ? Si oui, une enquête complémentaire est-elle prévue et quand ?

Pièce jointes : il n'y a pas de pièce jointe à cette contribution.

Ville : Aix-en-Provence

Adresse email : [REDACTED] (Non validée)

Adresse ip : [REDACTED]

@5 - braunstein michel

Anonymat : non

Organisme : fédération des CIQ

Date de dépôt : Le 03/03/2022 à 12h53

Lieu de dépôt : Sur le registre électronique

Etat : Observation publiée

Objet : Contribution

Contribution : Bonjour Vous trouverez ci jointe la contribution de la fédération de la fédération des CIQ du Pays d'Aix Cordialement Michel Braunstein

Plèce(s) Jointes(s) :

Contribution de la fédération des CIQ du Pays d'Aix

La fédération des CIQ du Pays d'Aix note que l'extension de l'installation de stockage des déchets non dangereux (ISDnD) de l'Arbois donne lieu à des évaluations différentes quant à la dimension du nouveau casier B4 qui fait l'objet de l'enquête publique : 17 hectares dans l'avis de la MRAE et dans d'autres documents techniques figurant dans le dossier , 11 hectares dans le courrier de Guy Barret, vice-président du conseil de territoire du Pays d'Aix , délégué à la prévention et à la gestion des déchets. Ce casier devant accueillir sur une durée de 14-15 ans un volume de 1,46 millions de mètres cubes sur la base d'un tonnage annuel de 100 000 tonnes en forte diminution de 45% par rapport au tonnage annuel actuel de 180 000 tonnes, la fédération souhaite avoir une explication sur ce décalage au niveau de la surface de ce casier et savoir comment sera obtenu le passage de 180 000 tonnes par an à 100 000 tonnes par an ce qui peut apparaître comme un objectif très ambitieux.

La fédération fait remarquer que les coûts d'aménagement de ce nouveau casier ainsi que leur financement ne figurent pas au dossier, ni leur étalement dans le temps alors que le planning de ces aménagements est fourni. Elle fait aussi observer qu'il n'est pas prévu d'amélioration de la valorisation de ces déchets et que le projet se ferait donc sans que cet aspect ait été inclus dans les objectifs de cette extension.

La fédération fait enfin observer que « pour limiter l'extension géographique du site, le nouveau casier sera aménagé en partie en rehausse ou en appui des casiers existants ». De ce fait, elle souhaite connaître la manière dont les casiers déjà existants et le nouveau

casier B4 sont pris en compte dans le calcul du critère de l'artificialisation des sols, critère dont l'impact a été particulièrement renforcé par la loi Climat et résilience du 21 août 2021.

Michel Braunstein

Président de la fédération

@6 - colard francoise

Anonymat : non

Organisme : UFC QUE CHOISIR

Date de dépôt : Le 03/03/2022 à 14h26

Lieu de dépôt : Sur le registre électronique

Etat : Observation publiée

Objet : EXTENSION DE L'ISDND DE L'ARBOIS avis de l'UFC QUE CHOISIR Aix en Provence

Contribution : CONTRIBUTION ENQUÊTE PUBLIQUE : POURSUITE D'EXPLOITATION DE L'Arbois et extension par la Métropole Avis favorable avec recommandations L'Association de défense des consommateurs, l'UFC Que Choisir d'Aix en Provence participe depuis de nombreuses années à la CSS de l'ISDND de l'Arbois. Nous avons constaté la bonne gestion du site mais aussi les problèmes récurrents ou ponctuels rencontrés qui doivent avant l'agrandissement de la capacité du site, être réglés. Nous avons constaté la vitesse à laquelle les bassins B2 puis le B3 se sont très rapidement remplis. L'évolution du captage du biogaz. Le site de l'ICPE arrive à saturation. Il est indispensable de pérenniser les limites du site actuel afin de ne pas dépasser les limites d'emprise de l'ISDND. Un effort effectif, considérable, immédiat et pérenne, sur tout le territoire est indispensable en particulier dans le domaine de l'information, de l'éducation de presque 400 000 habitants et de développer la capacité de tri et de recyclage, d'un suivi régulier et actualisé. Le plateau de l'Arbois est particulièrement vulnérable, c'est un espace protégé contrairement à l'ISDND situé dans une enclave de ce périmètre protégé. Ce territoire peut être considéré comme un espace « de rejets », l'ISDND semble un élément aggravant en ce qui concerne les incivilités constatées autour du site. Un traitement paysager sera indispensable. La commission Energie Environnement de l'UFC que choisir, s'implique dans de nombreuses actions en faveur de l'environnement. Notamment dans la réduction des déchets à la source, la lutte contre le gaspillage alimentaire, la protection de l'eau et du territoire. Si nous constatons que nos déchets devraient être une ressource, nous sommes de très mauvais trieurs, cela n'est pas une fatalité et une réduction considérable des déchets non dangereux considérés comme ultimes, est réaliste. Pour atteindre cet objectif il est indispensable de permettre le tri en centre ville, celui-ci est organisé pour les déchets des commerces, des marchés mais pour le consommateur rien n'est fait pour susciter et lui faciliter le geste de tri. De très bonnes intentions mais qui doivent se concrétiser très rapidement sur le terrain, avec: L'évaluation de la politique volontaire mise en place nécessitera des suivis et contrôles réguliers sur ce qui est réalisé est indispensable pour répondre aux objectifs du SRADDET. Une dégressivité progressive des capacités de stockage a été planifiée dans le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) tout en disposant d'un maillage équilibré des installations assurant l'application des principes de proximité et d'autosuffisance aux 4 bassins de vie, limitant les transports et intégrant une logique de solidarité régionale. D'après le SRADDET, cette logique de proximité et d'autosuffisance impose le maintien de 7 à 9 ISDND à l'échelle du bassin provençal, et un besoin minimal en termes de stockage estimé à 430 000 t/an en 2025. En 2025, la capacité totale du bassin

provençal pourrait être en-deçà du besoin minimal en termes de stockage identifié par le SRADET (430 000 t/an en 2025) et pourrait ainsi conduire à la saturation prématurée d'autres ISDND du territoire. Le territoire du Pays d'Aix pour répondre aux objectifs nationaux qui fixent une diminution de 50% des quantités déchets stockés à l'horizon 2025 Et aux objectifs du SRADET prévoit : Le projet d'extension de l'ISDnD de l'Arbois a été calibré sur un tonnage annuel de 100 000 t/an, soit une réduction de 45% de la capacité actuellement autorisée (180 000 t/an). Cette réduction de capacité doit évidemment s'accompagner des actions définies dans le Schéma Métropolitain et visant à réduire la production de déchets à la source, augmenter le tri et le recyclage des collectes sélectives, valoriser localement les biodéchets, limiter les apports des professionnels. A compter de 2025, l'ISDnD stoppera la réception de Déchets d'Activité Economique actuellement de 40 000 tonnes prévisionnelles en 2022. Le 31 juillet 2038 (dans 16 ans) la capacité de stockage globale sera de l'ordre de 1,45 Mm3 Le tri des OM constituera un fort gisement pour la diminution des volumes enfouis à l'Arbois. Environ 70% des déchets entrants pourraient être triés. Il faut donner envie de trier, le geste de tri doit être facilité partout. Pour cela il serait important de multiplier les points d'apports volontaires, en particulier dans les centres villes où ils sont souvent inexistant (A Aix, lors de la requalification des 3 places on peut regretter que les points d'apport volontaires n'aient pas été souhaités alors que cette place 3 fois par semaine accueille un grand marché, de même pour la place des cardeurs où seuls sont prévus les apports des commerces...). En ce qui concerne le principe de proximité et les conditions de solidarité régionale dans l'arrêté d'autorisation que prendra l'Etat il est important que la limitation de ce principe à des événements non prévisibles, qui n'auraient pu être ni anticipés ni évités, tels que des événements climatiques majeurs soit respecté. Le caractère limité dans le temps des transferts inter-bassins doit être démontré. Le maintien nécessaire Information et transparence avec la société civile les Commissions de Suivi de Site. La non aggravation et la résolution des problèmes (techniques) existants concernant toutes les sources de pollutions. L'UFC Que Choisir participe à la CLE du Sage de l'Arc et est présente au Conseil d'Administration de l'Agence de l'eau. Situé en limite du bassin versant de l'Arc, nous aurions souhaité trouver un avis de la CLE dans ce dossier. La nature Karstique du massif rend toute infiltration d'eau qui serait polluée particulièrement préoccupante et Inacceptable, pour la qualité de l'eau souterraine et des résurgences dans ce domaine mal connu. Avec le constat que : La recharge naturelle de l'aquifère du Réaltor est liée à l'infiltration efficace des eaux de surfaces (précipitations) – voire à du drainage. Que l'eau circule dans un milieu en cours de karstification. Que les épisodes de sécheresse ou de fortes précipitations lessivant les sols seront de plus en plus fréquents, Il est important d'avoir à l'esprit que changement climatique rend la surveillance des pollutions dues aux écoulements plus préoccupant. (piézomètres à sec, pollutions des sources, infiltration récurrente de l'ancienne décharge.)

Pièce(s) jointe(s) :

